



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de la Coordination des  
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**Arrêté DCPAT-2025 n° 295**

transférant l'autorisation d'exploiter accordée au  
SYCTOM du Loire Béconnais au profit du syndicat 3R D'ANJOU  
pour l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux  
situées au lieu-dit «La Courterie» - Louroux Béconnais sur le territoire  
de la commune Val-d'Erdre-Auxence

**Installation classée pour la protection de l'environnement**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,**  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques,

**VU** le titre Ier du livre V du Code de l'environnement, et notamment son article R. 516-1 ;

**VU** le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**VU** le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

**VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**VU** l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n° 2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, Secrétaire général de la préfecture ;

**VU** l'arrêté préfectoral DIDD - 2013 - n°55 du 18 mars 2013 autorisant le SYCTOM du Loire Béconnais à poursuivre l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux situées au lieu-dit «La Courterie» - Louroux Béconnais – 49370 Val d'Erdre Auxence ;

**VU** la demande de transfert d'autorisation environnementale portée à la connaissance du préfet, le 25 mars 2022, complétée le 2 décembre 2024, par le syndicat 3R D'ANJOU dont le siège social est situé 103 rue Charles Darwin à Tiercé ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 février 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté porté le 27 février 2025 à la connaissance du demandeur ;

**VU** l'absence d'observations de la part de l'exploitant sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** que la demande, qui consiste au transfert d'autorisation environnementale au profit du syndicat 3R D'ANJOU ne constitue pas une modification substantielle au sens des articles R.181-46 et L.181-14 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que ce transfert requiert une autorisation préfectorale pour le changement d'exploitant et la constitution de garanties financières conformément à l'article R.516-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de transfert d'autorisation environnementale au profit du syndicat 3R D'ANJOU est instruite dans les formes prévues par l'article R.516-1 du code de l'environnement qui prévoit que l'avis de la commission consultative départementale compétente n'est pas requis ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 OBJET**

Le syndicat 3R D'ANJOU, dont le siège social est situé 103 rue Charles Darwin à TIERCE (49 125) est autorisée à poursuivre l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux et autres installations de traitement de déchets situées au lieu-dit «La Courterie» - Louroux Béconnais - Val-d'Erdre-Auxence (49370) en remplacement du précédent exploitant.

### **ARTICLE 2 CONDITIONS D'EXPLOITATION**

L'exploitation est poursuivie dans les conditions énoncées par l'arrêté préfectoral DIDD - 2013 - n°55 du 18 mars 2013.

### **ARTICLE 3 Frais**

Tous les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 4 Délais et voies de recours**

En application de l'article L514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télerecours citoyens accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **ARTICLE 5 Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie de Val-d'Erdre-Auxence et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de Val-d'Erdre-Auxence pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 6 Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Maine-et-Loire, Madame la sous-préfète de Segré-en-Anjou-Bleu, la Colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, le Directeur départemental des territoires de Maine-et-Loire, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au Syndicat 3R D'ANJOU.

Fait à Angers, le **10 AVR. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général de la préfecture,

Emmanuel LE ROY

